

Que faire pour aider le canton? Les recettes de la Chambre de commerce

Économie Pour son 160^e anniversaire, l'organisme publie un manifeste pour la compétitivité du bout du lac.

Marc Bretton

C'est un programme de législation avant l'heure que livre la Chambre de commerce et d'industrie. À l'occasion de son 160^e anniversaire, le lobby économique publie un texte d'une quarantaine de pages. Baptisé «Manifeste pour la compétitivité de Genève», il propose un ensemble de mesures destiné à pallier les faiblesses constatées en matière de sécurité, d'aménagement, de mobilité, de sécurité, de fonctionnement administratif de l'État et de fiscalité.

Beaucoup de solutions opérationnelles très concrètes, mais aussi des propositions en faveur d'objets refusés par la population, par exemple sur l'élargissement des autoroutes, le frein aux déficits et aux investissements en passant par l'allègement de l'imposition de l'outil de travail. «Cent fois sur le métier, remettre l'ouvrage», semble penser la Chambre pour laquelle en tout cas «l'immobilisme n'est pas une option. Les entreprises et les habitants payent chaque jour le coût des blocages», résume son directeur, Vincent Subilia. La compétitivité cantonale, qui «s'est construite sur des décennies et ne doit rien au hasard, est menacée».

De nombreux points forts

Tout va mal? Ce n'est pas du tout la tonalité du texte. Une bonne moitié du manifeste documente les avantages cantonaux. La Chambre en évoque cinq: la qualité de son système scolaire et de santé, ainsi que le marché du travail. Le texte explore aussi les raisons de sa résilience économique cantonale, puis tresse des louanges à une infrastructure clé: l'aéroport. Le portrait s'appuie sur le résultat de nombreuses études et s'avère assez flatteur. Nuancé aussi, puisque les faiblesses sectorielles sont aussi relevées. Mais dans l'ensemble, il tranche avec le catastrophisme de certains débats publics.



Au centre, Vincent Subilia, directeur de la CCIG. À gauche, Mohamed Atiek, directeur du département Promotion et soutien à l'économie, et à droite, son adjoint, Mario Marchesini. DR

«Malgré ses forces indéniables, Genève est freiné par des handicaps sévères et croissants qui érodent sa compétitivité et sa qualité de vie.»

La CCIG

Exemple sur l'école: «Genève s'appuie sur un système éducatif public reconnu pour sa qualité et son ouverture, offrant un enseignement obligatoire gratuit et universel, fondé sur l'égalité des chances», dit la Chambre.

Quelques points noirs

Elle met aussi en exergue le pôle académique cantonal, qui, en lien avec l'EPFL, fait de «la région lémanique une des régions les plus innovantes d'Europe, selon le Regional Innovation Scoreboard 2024 de la Commission européenne». Tout va bien dans le petit monde de l'école genevoise? Non, et de rappeler la baisse suisse des résultats Pisa entre 2018 et 2022 ou la faible proportion d'apprentis.

Même tonalité positive sur le système de santé, classé au premier rang mondial en matière d'innovation, où le privé et le public collaborent, où une aide à domicile efficace limite les hospitalisations. Des

points noirs? Oui, son coût évidemment, mais aussi la pénurie de personnel, le manque de prévention et une transition numérique qui se déroule à une vitesse d'escargot.

Fin de l'oreiller de paresse

«Malgré ses forces indéniables, Genève est freiné par des handicaps sévères et croissants qui érodent sa compétitivité et sa qualité de vie», prévient le document selon lequel «l'excellence de notre écosystème ne peut plus compenser les coûts et les blocages générés par des défaillances structurelles profondes».

Après les louanges, la Chambre dresse le catalogue des vulnérabilités genevoises. Parmi elles, la sécurité minée par la hausse non seulement des home-jackings, mais aussi des cambriolages, brigandages et autres vols. Le texte déplore aussi que l'aménagement, autre point noir, n'écoute pas assez les

besoins des entreprises. La mobilité est dans l'impasse. L'administration est trop lente en matière de délivrance d'autorisations qu'il s'agisse d'urbanisme, d'énergie, d'environnement ou d'emploi. Le niveau des dépenses cantonales est enfin jugé exagéré par rapport aux autres cantons. Et l'imposition trop lourde (30% de plus qu'ailleurs en Suisse en moyenne) et instable, puisque adossée à l'imposition de quelques gros contribuables. Trop lourd, trop grand, trop cher, l'État en prend pour son grade.

Des idées pour l'Exécutif?

Dans cette partie, la plus opérationnelle, la Chambre de commerce multiplie les propositions, dont on retrouvera certainement une partie, notamment celle sur les gains d'efficacité, dans le futur programme d'économies que le Conseil d'État a annoncé vouloir dévoiler en mai.